

Espoir en actes

Journées d'été des Verts - Toulouse

Numéro 2 - vendredi 22 août 2008



Ouverture des Journées d'été : Cécile DUFLOT, secrétaire nationale / Pierre COHEN, maire de Toulouse / Stéphane COPPEY, secrétaire régional de Midi-Pyrénées

Contribution – Journées d'Été des Verts 2008 – Toulouse

Invitation au débat

Vendredi 22 Août 2008 – 20h30 - Amphi G

Utopie et Réalisme,

Pour une écologie de l'espoir,

solidaire et conviviale

SOMMAIRE

Page 2 : **Idées écoloclastes 2/3**
par Yves Frémion

Page 3 : **L'autonomie, un risque vital**
par Silvain Pastor

Page 4 : **L'Europe : hors les murs !**
par Marie Serve

Page 5 : **On a tué le Ministère de
l'Environnement !**
par Gérard Borvon

Page 6/7 : **De l'urgence et de la nécessité de
l'unité dans la clarté**

par Jean-Vincent Placé

Page 7 : **Avoir plus d'adhérents...et les garder**
par Bernard de Veylder

Page 8 : **Déni de Verts**
par Amélie Piegay

Page 8 : **La culture, un levier pour l'écologie**
par Anny Poursinoff

De quelques idées écoloclastes...

"IL Y A UNE LOI SOCIOLOGIQUE SELON LAQUELLE DES SYSTÈMES QUI ONT DES CONTACTS FINISSENT PAR SE RESSEMBLER"

par Yves FRÉMION

Capitalisme d'état (=communisme) et capitalisme d'économie de marché étaient si semblables que lorsque l'un s'est effondré, l'autre n'a pu survivre. Car seule l'opposition à son adversaire maintenait en vie une cohésion factice de ses membres entre eux. Mais si le capitalisme d'état s'est effondré avec fracas sous les spotlights en 1989 (en réalité vingt ans avant mais il faut du temps aux peuples avant de s'apercevoir que leur monde n'existe plus), le capitalisme occidental, lui, a disparu discrètement, doucement, sans se faire remarquer, sans prévenir les médias. Comme s'il avait honte de son agonie.

Dans ces deux univers capitalistiques qui régissaient le monde (celui où la religion n'étouffe pas encore le politique), un autre système est né, un brin fiston du premier, mais qui n'a pas hésité une seconde à tuer le père avec un arsenic invisible, en ricanant de l'inefficacité et de la naïveté de son prédécesseur.

Pourtant, dès ses prémisses, ce système nouveau était parfaitement visible. On peut dater _ mais c'est une vision toute personnelle qui accorde beaucoup trop d'importance à un socialisme fort délabré _ du début des années 1980 (1983 pour la France) sa manifestation patente aux yeux de qui voulait le voir : ce fut le fameux ralliement, cette année-là, du PS à l'idéologie de l'économie de marché. Il est extraordinaire de voir que ce changement de stratégie de François Mitterrand ne rencontra alors aucune opposition au sein de sa formation, dont tous les cadres actuels étaient déjà là. Contrairement à ce qu'écrivirent quelques esprits trop prompts à sauter sur le connu, ce n'était pas un ralliement au capitalisme, c'était au contraire une façon de l'achever en se ralliant au nouveau maître, le libéralisme économique décomplexé _ par décomplexé, il faut entendre que ce nouveau libéralisme se distingue du libéralisme traditionnel des siècles précédents par le fait qu'il s'est totalement affranchi des scories droitsdelhommites, comme le libéralisme de moeurs, qui l'empêchaient de prendre le pouvoir en l'encombrant de valeurs humanistes.

Ce nouveau maître, qu'il est convenu d'appeler "ultralibéralisme", se distingue radicalement du capitalisme par le fait qu'il ne repose en rien, comme son prédécesseur, sur le travail. Ce dernier était fondé sur le fait que le profit de ses tenants venait de l'exploitation forcenée du travail des autres, les producteurs de biens et de services. L'ultralibéralisme se fiche du travail, qui l'entrave, et s'en débarrasse par grandes fournées (un de ses th-

riféraires a même écrit un pamphlet sur "la fin du travail"). Sa richesse vient d'ailleurs, elle est purement spéculative et fondée sur du virtuel, exactement sur le mouvement de valeurs virtuelles, que l'explosion des nouvelles technologies du, justement, virtuel, a favorisé dans un premier temps.

On mesure l'abîme qui sépare d'une telle analyse (qui a ses premiers penseurs chez quelques économistes attentifs) ceux qui s'échinent aujourd'hui, tels Sisyphe à l'assaut de sa colline, à (re)constituer un "parti anti-capitaliste". Pourquoi se battre contre un mort ? Est-ce par peur d'affronter le véritable adversaire ? Par confusion entre les deux (car tous deux portés d'abord par le monde obscur de l'"entreprise") ? Par refus de comprendre les changements radicaux du monde où nous vivons en s'obstinant à garder ses réflexes du XX^e siècle (voir du XIX^e) ?

L'écologie politique ne doit pas s'engluer dans ces réflexes d'un autre temps, même si la nostalgie nous éprend quelquefois. Oui, quand la société française (ou européenne) était organisée autour du monde ouvrier et paysan, chacun savait trouver sa place, même si elle ne permettait pas toujours d'y mettre le cul entier. Mais voilà, ce monde est mort même si de par notre univers des ouvriers sont toujours exploités et des paysans trompés par leurs chambres d'agriculture. Le monde ne tourne plus autour d'eux, il a changé d'axe. L'exploitation des êtres humains a changé de mode et pris une tournure bien plus violente encore.

Les écologistes, parce que leurs idées collent de beaucoup plus près au monde nouveau, parce qu'ils ont pris la mesure depuis bientôt un demi-siècle des évolutions à l'oeuvre et annoncé la crise en cours, ont une bonne longueur d'avance dans la perception des faits et, je l'espère, dans les solutions pour en sortir. Ils sont donc porteurs à la fois de la politique adaptée à la régression contemporaine, mais aussi d'un espoir que nul autre ne peut allumer dans les cœurs désespérés de nos contemporains. C'est aujourd'hui le pari que nous devons faire, sans complaisance, sans lâcheté, sans mollesse. Sans s'entraver non plus de deux siècles de manières de luttes, dont nous sommes cependant les héritiers, mais dont l'efficacité, au XXI^e siècle, est désormais quasi-nulle.

NB : La citation-titre est du plus grand auteur de S.F. (et sociologue) du XX^e siècle, Alexandre Zinoviev.



Plénière jeudi matin : Quel model urbain européen ? Le rôle majeur des transports



L'AUTONOMIE, UN RISQUE VITAL

L'exemple du Languedoc-Roussillon

par Silvain PASTOR



Lors des dernières élections municipales, Les Verts en Languedoc-Roussillon ont présenté des listes ou participé à des listes séparées de celles du Parti Socialiste dans la quasi-totalité des villes. Seule Béziers a échappé à la règle (circonstance atténuante : le leader socialiste local est un opposant historique à Frêche).

Dans une région où l'influence du président du Conseil régional, bien qu'exclu du PS, reste forte sur l'ensemble d'une gauche traditionnelle dont les responsables ont montré leur faiblesse et leur absence de dignité face à ses dérapages verbaux et autres excès de pouvoir, il a été de l'honneur des Verts d'incarner une alternative, ou tout au moins de contribuer à sa construction.

Certes, les cheminements des groupes locaux vers cette belle cohérence d'ensemble ont été différents.

Ainsi, pour ceux de Nîmes et de Carcassonne notamment, malgré des propositions socialistes de listes « d'union » que d'autres auraient sans doute jugées « intéressantes », surtout dans un contexte difficile (*), c'est un choix de principe qui a prévalu : dans un mode de scrutin à deux tours avec possibilité de fusion pour le second, il est naturel que Les Verts portent leurs idées de façon distincte au premier. Rappelons que c'était d'ailleurs la recommandation de notre dernière Assemblée générale, suivie inégalement sur l'ensemble du territoire, il faut bien le constater.

A Montpellier, c'est plutôt le refus de la tête de liste socialiste d'intégrer Les Verts au premier tour, sous injonction de G. Frêche (qui annonçait alors partout que l'avenir était à un axe PS-MoDem), qui a amené le groupe local à confirmer la constitution de sa liste.

Comme le choix de l'autonomie est toujours une prise de risque, il n'est pas surprenant que les résultats aient été contrastés. Si, à Montpellier, une campagne bien menée, une sociologie électorale favorable et un contexte de rejet partiel du frêchisme ont permis un bon résultat, particulièrement au second tour (plus de 18 % en fusion avec la liste LCR-Alters), les listes de Nîmes et Carcassonne, elles, n'ont pas pu participer au second tour (et donc obtenir d'élu-e-s), faute d'avoir passé la barre des 5 % au

premier. De l'avis général, dans ces deux cas, Les Verts ont néanmoins semé pour l'avenir, en démontrant leur capacité de mobilisation et d'organisation, en diffusant largement leurs propositions, en élargissant leur audience et leur crédibilité, bref, en pesant sur la vie politique locale autrement plus que s'ils s'étaient rangés modestement derrière leurs « grands frères », réduits au rôle de supplétifs payés d'élus satellisés et sans rapport de forces dans les immanquables situations de tension tout au long d'un mandat.

Parallèlement à ces campagnes lourdes, tant en termes de logistique que de mobilisation militante, les bons résultats obtenus aux élections cantonales (presque partout supérieurs à 5 % et approchant les 10 % en moyenne), élections pourtant réputées moins favorables par leur mode de scrutin uninominal notabilitaire, ont mis en exergue le potentiel électoral intact des Verts et

la confiance qu'il convient donc de conserver en l'avenir de l'écologie politique qu'ils portent en France, au mépris de toutes les prévisions de Cassandre.

Si certains se sont un peu vite gargarisés des apparents échecs nîmois et carcassonnais pour tenter de justifier leur stratégie régionale d'inféodation au système Frêche, au motif que nous n'aurions plus d'élus (comme s'il s'agissait de leur indépassable horizon...), l'expérience municipale autonome en Languedoc-Roussillon, cohérente et diverse à la fois, a clairement constitué un excellent galop d'essai en vue de la

bataille majeure des régionales de 2010, où il s'agira de confirmer le rôle des Verts comme pivot de l'alternative au frêchisme à gauche.

(*) Nîmes : 8 listes, avec notamment concurrence féroce et appels au « vote utile » entre PCF et PS, présence d'un MoDem au discours très environnementaliste et, surtout, concurrence directe d'une liste pseudo-écologique, aidée en sous-main par les frêchistes avec l'objectif évident de nous « plomber », et une « alter-mondialiste » ayant refusé de faire cause commune avec Les Verts, malgré la proposition qui leur en avait été faite, pour obtenir le soutien de la LCR (toutes deux réalisant néanmoins un score nettement inférieur au nôtre).



L'EUROPE : HORS LES MURS

par Marie SERVE

Depuis plusieurs décennies, l'Union Européenne s'est attelée à faire diminuer l'immigration. Non seulement les chiffres montrent que cela à été sans succès mais la limitation des possibilités de régularisation ne fait que renforcer l'immigration clandestine et crée donc des situations instables voire dangereuses pour les immigrants et leurs familles.

L'UE prouve ici qu'elle refuse de prendre ses responsabilités face aux pays tiers. Elle a le devoir, en effet, de s'interroger sur les raisons de l'immigration. Les ressortissants de pays tiers qui veulent travailler et vivre dans l'UE viennent le plus souvent soit parce qu'ils craignent pour leur vie à cause de la guerre ou des persécutions qui règnent dans leur pays, soit pour trouver en Europe un travail inexistant dans leur pays. L'UE a besoin non seulement d'une politique d'accueil des migrants plus respectueuse de la personne humaine mais aussi de s'atteler aux causes de l'immigration plutôt que s'évertuer à fermer ses frontières.

La mobilité a toujours existé dans l'histoire de l'humanité, ainsi elle est reconnue dans l'article 13 de La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « Toute personne a le droit de quitter son pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » (Article 13). A l'heure où nous fêtons le 60ème anniversaire de cette déclaration, l'UE vote un de ses premiers textes communs concernant l'immigration : « La directive retour ». Cette dernière, approuvée au mois de juin par le Parlement prévoit notamment un temps maximum de rétention administrative de 18 mois ou encore permet l'enfermement des mineurs, alors qu'au moment du vote, la mort d'un homme dans le centre de rétention de Vincennes pointait du doigt les conditions de détention dans ces centres.

Lors de la Présidence Française de l'UE, Nicolas Sarkozy souhaite mettre en place le « Pacte européen sur l'immigration et l'asile ». Ce dernier vise notamment à faciliter l'expulsion des immigrants clandestins en développant les « accords de réadmission », qui permettraient que les réfugiés puissent être expulsés non plus seulement dans leur pays d'origine mais vers le pays de transit d'où ils sont partis. A aucun moment l'UE ne se donne les moyens de s'assurer que les personnes concernées ne risquent pas la torture, la persécution ou la prison.

Cette disposition va à l'encontre de la « Convention contre la torture et autre peine ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » qui précise qu'« Aucun Etat n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat ou il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture » (Article 3).. Selon la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho), ONG basée à Dakar. « l'instauration d'un pacte européen sur l'immigration et l'asile va accentuer la vulnérabilité et la criminalisation de l'immigration et du droit d'asile » alors que l'Afrique est frappée de plein fouet par la crise énergétique et alimentaire mondiale.

La Commission Européenne a inclu dans son programme pour l'année 2008 « une politique commune de la migration ». Elle a le devoir moral, dans le cadre de cette uniformisation, de garantir un accès égale pour tous au travail, au logement et à l'éducation ainsi que le respect de la personne humaine. Cette égalité de traitement est définie dans la « Convention Internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des

membres de leur famille ». Le fait qu'aucun pays de l'UE n'ait ratifié cette convention prouve encore que les priorités des Etats membres en matière d'immigration ne sont pas celles là.

Nous savons que l'immigration est en grande partie dû au système économique actuel, notamment par les crises écologiques et sociales qu'il engendre. Cette dernière ne pourra donc pas ralentir tant que l'Europe maintiendra des politiques aux conséquences humaines, sociales et environnementales inacceptables.

La progression de l'utilisation des agrocarburants entre en concurrence avec celle de la production alimentaire et ne fait que renforcer les spéculations responsables des pénuries alimentaires qui conduisent à des émeutes de la faim. Malgré ce constat, l'UE souhaite maintenir l'objectif de 10% de consommation d'agrocarburants dans les transports planifié pour 2020. Cet objectif ainsi que le pillage des ressources et la dégradation des écosystèmes, montrent de plus en plus les impasses du mode de développement actuel. Les conséquences en sont déjà visibles. Par exemple, aux îles Tuvalu qui, d'après les experts, disparaîtront sous les flots d'ici 2050. L'exode des réfugiés climatiques a commencé et c'est d'ailleurs la première fois qu'un Etat tout entier doit se délocaliser pour cette raison.

En 2000, l'Organisation des Nations Unis a édicté huit objectifs afin de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Les objectifs sont d'assurer l'éducation, la santé et l'égalité pour tous dans un environnement durable. Mais, cinq ans après cette déclaration, si nous continuons sur le même rythme, quasi aucun objectif ne sera atteint.

Parce nous sommes pour la construction d'une Europe plus humaine et solidaire, nous souhaitons, dans le cadre d'une politique commune en matière d'immigration et d'asile:

1. Que l'Europe garantisse une politique d'immigration respectueuse des droits fondamentaux :
 - Interdire tout enfermement et supprimer les centres de rétention.
 - Renforcer la capacité de demande d'asile aux frontières en assouplissant les voies légales de régularisation.
 - Inciter chaque Etat membre à ratifier la « Convention Internationale sur la Protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ».
2. Que l'Europe mette en place une véritable politique de codéveloppement et de solidarité envers les pays tiers :
 - Un moratoire sur les agrocarburants doit être mis en place et l'objectif des 10 % en 2020 doit être abandonné. L'Europe doit donner priorité à la sécurité alimentaire.

Une lutte ambitieuse contre la crise écologique doit être menée, incluant un droit de réparation passant par le remboursement de la dette écologique.

L'aide au développement doit être augmentée au moins à hauteur de 0,7 % du PIB des Etats « riches ». En cas de détournements, cette aide doit être octroyée par d'autres canaux (ONG, communautés, etc.) à la population et respecter les huit Objectifs de Développement du Millénaire édictés par l'ONU.



ON A TUÉ LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT !

par Gerard BORVON



Un super ministère de l'environnement, c'était la "grande idée" de Nicolas Hulot avec pour aboutissement le fameux "Grenelle de l'Environnement".

Aujourd'hui on sait ce qu'il en est du Grenelle. La belle opération menée pour accréditer l'idée qu'on pouvait faire de l'écologie sans les écologistes n'en finit pas de reculer devant les lobbies.

Résultat logique : après un MEDAD (ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables) où l'environnement était caché sous deux couches de nucléaire et de béton, voici le MEEDDAT (ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire) où il disparaît complètement.

Un vrai ministère de l'environnement, nous en avons rêvé.

Un ministère pour quoi faire ? D'abord pour s'occuper réellement de l'environnement avec pour mission première de faire appliquer la masse de textes et règlements dont le simple respect modifierait radicalement la situation. Mission d'autant plus nécessaire qu'entrent, à présent, en jeu les directives européennes et que leur non-application vaut régulièrement à la France de se voir condamnée. Un récent directeur de l'eau au ministère faisait part de sa gêne dans les discussions avec ses homologues européens. A leur étonnement de constater ce laxisme français il devait leur avouer que "chacun sait, en France, que les lois sont faites pour ne pas être appliquées". Il aurait pu ajouter : d'autant plus que les lobbies actifs au parlement et dans les ministères s'emploient, sans rencontrer aucune résistance, à faire voter des lois construites, justement, pour être détournées.

Elargir le domaine d'action de ce ministère ? Oui, vers tout ce qui touche à la santé environnementale avec les moyens de lutter contre les causes des "épidémies" du moment : amiante, pollution radioactive, pesticides, colles, vernis, déchets industriels. Le travail ne manque pas dans ce domaine et les Verts sont de ceux qui ont trouvé en leur sein les premiers lanceurs d'alertes.

Mais pour un tel ministère il faut un vrai budget, avec des services dans les régions et les départements qui puissent rivaliser avec ceux de l'équipement ou de l'agriculture. Avec des fonctionnaires qui ne soient plus recrutés, comme c'est le cas aujourd'hui, dans le corps des Mines, des Ponts et Chaussées ou du Génie rural, cette technocratie occulte dont l'une des plus belles réussites est la conversion de la France au "tout-nucléaire", au "tout-autoroute" et au "tout-productivisme agricole".

Justement là est le problème : un vrai ministère de l'environnement serait une remise en cause de leur immense pouvoir. Ils ont mal vécu les quelques concessions accordées du temps du MATE (Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement) et de la gauche plurielle : arrêt de Super-phénix, du Canal Rhin-Rhône, prise de distance vis à vis des lobbies agricoles. La preuve était faite qu'un ministère de l'environnement, même faible, pouvait être le relais des revendications des associations et de la population en général.

Cela ne les avait pourtant pas empêchés d'être actifs à l'intérieur de ce gouvernement de gauche qui avait poursuivi le programme nucléaire, torpillé une loi sur l'eau qui était bien partie, et caressé dans le sens du poil les producteurs de maïs attirés par les OGM. Avec le retour de la droite, le ministère de l'environnement était

plus que jamais dans le colimateur. Roselyne Bachelot et Serge Lepeltier avaient un moment cru pouvoir se considérer comme des ministres de l'environnement et proposer quelques mesures minimales, comme la taxation des nitrates agricoles. On a vu avec quelle rapidité l'une et l'autre ont été débarqués. Nelly Olin a compris la leçon et laissé les lobbies aux commandes de sa loi sur l'eau votée en catastrophe et dont les conséquences vont être redoutables.

Et puis voici Nicolas H. et sa valse hésitation des présidentielles, et voici Nicolas S. prêt à tout lui promettre. Un super ministère de l'environnement disait le premier. Mieux a dit le second : on va y mettre aussi du nucléaire, du macadam et du béton et tout cela sous le couvert d'écologie et de développement durable. Cela a donné le MEDAD (ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables) constitué de 35 directions centrales issues essentiellement de l'Equipement, des Transports et de l'Industrie et la transformation du ministère de l'environnement en un secrétariat d'état totalement dominé par les grands corps, et dont la titulaire peine à se faire entendre ou se voit contrainte à se rétracter dès qu'elle fait une déclaration un tant soit peu colorée d'écologie. Dans le même temps l'IFEN (l'Institut Français de l'Environnement) perdait son autonomie et était mis sous la tutelle de ce ministère plus préoccupé d'industrie que d'environnement.

Mais ce n'était pas encore assez. Après le MEDAD place au MEEDDATE. Un document intitulé "La modernisation du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire" nous apprend que ce MEEDDAT est issu du "Grenelle de l'Environnement".

Extrait : "Les conclusions du "Grenelle de l'Environnement" ont prouvé les attentes croissantes des Français en matière d'environnement et le besoin d'intégrer les préoccupations environnementales aux politiques publiques de développement économique".

Mettre l'environnement sous la tutelle de l'économie en vertu d'une prétendue "attente des français" apparue au Grenelle... il fallait le faire ! Concrètement cela veut dire une réorganisation du ministère :

- au niveau de l'administration centrale par un nouvel organigramme resserré structuré au tour de grandes directions de métiers ;
- au niveau régional par la fusion des directions régionales de l'environnement, de l'équipement et de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- au niveau départemental par la fusion des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture et par l'allègement de l'organisation de Météo-France."

Les directions "métiers", on sait ce que c'est. L'environnement, la protection des espaces naturels, ce n'est pas un métier. Un métier c'est du solide, c'est du nucléaire, des autoroutes, des OGM en plein champ ! Quant aux régions et aux départements, la messe est dite : l'environnement y est déjà l'affaire de l'équipement et de l'agriculture.

Force est de constater que ce "coup d'état" contre l'environnement s'est fait dans le silence médiatique le plus total. Un crime parfait Nicolas!



DE L'URGENCE ET DE LA NÉCESSITÉ DE L'UNITÉ DANS LA CLARTÉ.

par Jean-Vincent PLACÉ

De nombreux ouvrages extrêmement bien documentés ont raconté l'histoire des Verts depuis 1984.

A leurs lectures, il ressort incontestablement que le débat politique chez les Verts s'est excessivement focalisé et cristallisé sur les questions d'alliances, de partenariats et d'accords électoraux que ce soit de la période du ni-ni de 84 à 94-95 à la période de positionnement à gauche de 1996 à nos jours, positionnement stratégique qui a connu des déclinaisons diverses de la participation gouvernementale de 1997 à 2002 au non accord législatif de 2007.

Cela au détriment du travail de fond qu'est la construction autonome d'un parti.

Jusqu'à peu encore, les Verts étaient les seuls à parler du développement durable, de l'après pétrole, de réchauffement climatique, de la pénurie des ressources naturelles ou encore de la biodiversité.

Cette situation confortable de monopole dans le discours a ainsi permis une progression des Verts mais avec un développement au fil de l'eau du parti très en deçà de ce qu'il aurait dû être quand on mesure la pénétration de nos idées dans la société durant ce quart de siècle.

Les causes endogènes me paraissent multiples tant en ce qui concerne l'absence de réflexion de fond sur la nécessité de porter un discours idéologique radical et global, sur la stratégie de communication ou encore sur l'incapacité à un management structurel et humain convenable de l'organisation interne des Verts, sans oublier la difficulté à se fondre dans un collectif de nombre de dirigeants. Ce sont notamment ces causes qui font que depuis la fondation des Verts, nous n'avons jamais réellement acquis une crédibilité nationale. Cela a été renforcé par le peu de résultats en terme d'écologisation des politiques publiques nationales de notre unique participation gouvernementale.

Ainsi, la candidature des Verts à la présidentielle de 2007 a obtenu 1,57% des voix. Pour mémoire, en 1988, Antoine Waechter a obtenu 3,78% des voix avant de réaliser le score historique des Verts aux européennes de 1989, 10,8%.

Alors que l'effet de rente ou de niche disparaît puisque tout le monde s'est mis à

parler « écolo », avec souvent une audience plus forte, un charisme plus prononcé et parfois même une image de crédibilité supérieure, il est urgent et nécessaire de rattraper le temps perdu en travaillant sur plusieurs axes pour construire notre parti en tant qu'outil politique au service de l'écologie et en confortant nos atouts.

Tout d'abord, il est vital de relancer le débat d'idées dans le mouvement et de renouveler nos propositions politiques. Nous avons perdu « le temps d'avance » que nous avions sur les idées écologiques et le rappel de l'antériorité que nous avions devient un argument contreproductif puisque significatif d'inutilité et d'impuissance de notre part. L'objectif prioritaire de la nouvelle direction sera de créer enfin cette fondation, ce « think tank » qui nous fait tant défaut. Il s'agira évidemment de ne pas renouveler les mêmes erreurs de celles et ceux qui ont dirigé l'association pour la fondation René Dumont et l'ont fait disparaître (discrètement) en 2002.

Il nous faut ce vrai « think tank » qui en lien avec toutes les commissions qui font un boulot formidable sans moyens, améliorera nos analyses sur la crise économique mondiale, l'Europe, le rapport de l'individu à la mondialisation, la relation entre le marché et les services publics, sur les nouveaux droits sociétaux, sur tous les sujets où nous sommes trop dans les propositions type catalogue programmatique gestionnaire et technocratique et pas assez dans la réflexion argumentée, globale et politique avec du sens.

La deuxième priorité est de retrouver le contact avec la société et ses corps intermédiaires. Notre éloignement avec les syndicats, les chefs d'entreprises, les chercheurs, universitaires, les associations de toutes sortes nous replie trop sur nos affaires internes. Nous avons absolument besoin de l'apport de tous ceux/celles qui dans ces réseaux concourent au quotidien à l'amélioration des pratiques. Depuis la faillite des « Etats Généraux de l'Ecologie Politique » (EGEP), nous n'avons plus relancé de structurations de réseaux. Il faut le refaire mieux et sans esprit de clan. Oui, il nous faut « Benchmarking » comme dirait Mme Parisot !

Enfin, il est temps aussi de transformer en profondeur le mouvement, de le structurer, de l'organiser en réformant radicalement ses procédures de régulation et d'arbitrage, ses statuts et le fonctionnement du siège national. Tout en restant fidèle à nos fondamentaux, le fédéralisme, la parité, le non cumul des mandats et dans le temps, la non-violence, la diversité, la volonté de renouvellement des responsables, il nous faut progresser dans l'efficacité de fonctionnement, l'utilisation des compétences et aussi dans... le travail et la rigueur. Nous entendons beaucoup de discours, il est urgent de passer aux actes. Ce tableau noir pourrait plonger le lecteur dans « le pessimisme de l'intelligence » mais comme Gramsci, nous lui préférons « l'optimisme de la volonté ». Car outre notre volonté, nous avons des atouts qui ne sont pas des moindres.

Tout d'abord la force de nos idées, de nos convictions et une capacité de résistance dont nous n'avons pas à rougir.

Et notre poids politique au niveau local qui est notre force essentielle aussi bien dans les institutions que sur le terrain.

Ainsi, dans les collectivités locales, nos élus qu'ils soient municipaux, départementaux ou régionaux sont travailleurs, efficaces et respectés. Il nous faut valoriser ce travail dont la crédibilité a des conséquences sur les urnes quand je vois les résultats aux dernières municipales et cantonales. A cet égard, il nous faudra également structurer une fédération d'élus ambitieuse et ouverte à toutes les bonnes volontés du mouvement.

Nous avons également un atout que nous valorisons trop peu, c'est la qualité de nos cadres intermédiaires et de nos militants. Que ce soient les secrétaires régionaux, départementaux, de groupes locaux, les militants des instances internes du CNIR aux bureaux des groupes locaux, les responsables de commissions,... Que de temps passé, que de compétences et de dévouement pour les Verts, pour l'écologie politique.

Quels sont les militants politiques qui sont présents dans les combats anti OGM, nucléaire, incinérateurs ou autoroutes ? Ce sont les Verts.

Il nous faut valoriser ces atouts internes et nous devons aussi nous



ouvrir, nous élargir. Il est essentiel d'aller chercher tous ceux/celles qui partagent nos combats. qu'ils soient militants de l'altermondialisme, de la défense de la nature, de l'environnement, de la diversité ou des droits de l'homme, du syndicalisme, de l'économie solidaire, du féminisme, de la jeunesse.

Plutôt que de passer notre temps à envisager telle fédération de la gauche ou tel rassemblement anticapitaliste, utilisons toutes les énergies pour rassembler l'ensemble de celles/ceux qui portent une part du message des écologistes. Je suis persuadé que c'est ainsi que nous réussirons à acquérir une crédibilité et un poids politique national et que l'écologie jouera un rôle historique dans le paysage politique de la France

Nous ne pouvons nous satisfaire seulement du fait que nous bénéficions encore et à la marge, même si ce n'est pas de notre volonté ni notre souhait pour la société, de l'insincérité voire la duplicité des grands partis qui parlent « écolo » et qui agissent productivistes dans une vascularisation éhontée devant les grands lobbys économiques et financiers.

Nous sommes à la croisée des chemins.

Dès les prochaines élections européennes, nous devons agir pour faire revenir les écologistes au premier plan de la scène politique. Nous devons consolider ce retour lors des régionales. Ainsi, nous devons nous renforcer suffisamment pour ne plus subir des choix tactiques imposés parce que nous sommes trop faibles mais pour que nous puissions choisir parce que nous nous serons renforcés. Nous devons avoir une stratégie pour gagner en 2012 avec un projet portant une vraie alternative écolo pour le pays.

Nous ne pourrions faire cela qu'ensemble, unis, rassemblés.

Même si des divergences, y compris importantes sont apparues dans la majorité sortante avec, et c'est normal, des frictions liées à la richesse des personnalités, j'ai très sincèrement l'impression que dans le temps de ce mandat interne 2007-2008, fortement rythmé par les urgences électorales, le collège exécutif et notre secrétaire nationale ont bien commencé ce nécessaire travail en profondeur de construction et de réforme des Verts. Ce travail doit se poursuivre et s'amplifier. A cet égard, je salue le sens des responsabilités des représentants au CE des mino-

rités qui auront largement pris leur part dans ce travail collectif.

En 2006, les circonstances et les divergences de vues sur la présidentielle ont conduit les sensibilités les plus altermondialistes et environnementales à se retrouver dans la minorité.

Je crois que c'était une erreur car, je le vois chaque jour au Conseil Régional d'île de France, ce qui nous unit est très fort quelles que soient nos sensibilités. Confrontés aux autres forces politiques, la droite bien sûr mais aussi la gauche productiviste, nous sommes vite impuissants si nous ne sommes pas solidaires.

Notre volonté de rassembler l'ensemble des écologistes passe par le rassemblement de l'ensemble des Verts. Elle n'est pas compatible avec une bataille d'AG fédérale sans âme et assise essentiellement sur des ambitions personnelles aussi

légitimes soient-elles.

Aussi, notre AG fédérale doit montrer notre diversité, notre capacité à débattre y compris vivement, mettre en exergue les différences mais aussi dégager une orientation claire et démontrer notre sens des responsabilités et c'est dans ce sens que je suis favorable au plus large des rassemblements dans le mouvement pour continuer à le transformer.

Nous avons besoin de l'ensemble des femmes et des hommes de bonne volonté. Nous avons besoin de l'unité dans la clarté

René CHAR disait « ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards ni patience ».

Ayons ensemble à cœur de mériter des égards et de la patience.

AVOIR PLUS D'ADHÉRENTS... ET LES GARDER

par Bernard DE VEYLDER

L'adhésion formelle aux Verts est un acte volontaire, qui traduit la volonté d'agir, à la mesure de ses capacités, pour mettre en oeuvre un projet commun. Il est normal que l'on s'interroge en permanence sur ce projet, et que certains n'y trouvent finalement pas leur compte. Les Verts ne sont pas une secte. Pour autant, bien des réticences à l'adhésion, comme nombre de démissions ou de non renouvellements d'adhésions sont le résultat non pas de réelles divergences, mais parfois de malentendus, et surtout de dysfonctionnements.

Malentendu, adhérer ne veut pas dire militer, et encore moins militer de la manière qu'ont connue les militants issus des mouvements de la jeunesse de 68! De chacun selon ses capacités, les formes d'engagement pouvant être diversifiées et à des rythmes différents dans le temps.

Par contre, quelles que soient les formes d'engagement de l'adhérent, le bénéfice moral et intellectuel de cette adhésion doit être évident :

- un accueil digne de ce nom,
- la possibilité de participer à des actions de formation
- une information régulière, simple, lisible et motivante
- une association à la vie démocratique du mouvement et à ses actions, chaque fois que possible,
- des temps de convivialité.

Cela suppose de l'organisation dans la gestion des adhésions, et une bonne ani-

mation des groupes locaux comme des instances régionale:

- Parrainage des nouveaux;
- Culture du compte-rendu de réunion;
- Bonne animation générale du groupe, prenant en compte la diversité des composantes du groupe (ancienneté, origines culturelles et territoriales...), et évitant de mettre les nouveaux dans une situation conflictuelle,

La responsabilité de l'instance régionale n'est pas mince. Les groupes locaux doivent avoir une taille critique et un noyau militant suffisants pour fonctionner, la formation des militants faisant le reste.

En 2004, sous la responsabilité de Cécile Duflot, alors déléguée à la Réforme Participative Interne, un « Guide Pratique » des Verts avait été édité, recensant quelques exemples de bonnes pratiques régionales et locales. Ce guide avait été bien reçu, et même repris et complété dans certaines régions. Sa mise à jour est nécessaire.

Dans le même état d'esprit, il peut être intéressant de proposer aux instances régionales, en collaboration avec le CEDIS, des modules de formation à l'usage des animateurs de groupes locaux, car une bonne partie de la culture d'accueil des adhérents évoluera d'autant plus positivement que les cadres des groupes locaux disposeront d'une culture d'organisation et d'animation solides.



DÉNI DE VERTS

par Amélie PIEGAY

Ridicules, pathétiques, bordéliques, peu crédibles, dépassés... voilà l'image que renvoient les Verts aujourd'hui. Dédaignés par les médias pour leurs sujets de politique générale, ils sont aussi snobés dans les sujets environnementaux au profit des associations. Victimes d'un cercle infernal qui veut que ce qui n'est pas traité par les médias est insignifiant et reste donc à jamais confidentiel, les Verts passent pour des rigolos dans un siècle qui voit pourtant reconnues la totalité des thèses qu'ils défendent depuis leur création (1984). Que cache donc la terrible absence des Verts dans les médias (presse et télévision) ?

Militante écologiste convaincue, je me suis, comme beaucoup d'autres, interrogée sur mon parti : faut-il changer nos leaders ? faut-il changer notre programme ? faut-il changer notre stratégie ? Je fais aujourd'hui le constat que cela n'y changerait rien... hélas. Le vrai problème, c'est que l'écologie fait peur. Et que cette peur aveugle les citoyens, les médias et les décideurs. L'enjeu est si colossal, la mutation si révolutionnaire que l'on préfère aller dans le mur, quel qu'en soit le prix. Plutôt mourir que changer... et tant qu'à faire, espérons que ce soient les autres qui meurent. De toute façon il faut bien mourir de quelque chose, alors que ce soit d'un tsunami à l'autre bout du monde ou d'un cancer dans notre occident surconsommateur, qu'importe !

Pourtant, au-delà même de la catastrophe écologique qui se profile, la société que nous proposons ne sauvera pas « que » la planète, ne sauvera pas « que » des vies. L'écologie n'est ni un retour en arrière ni une fuite en avant. C'est la modernité nourrie de l'expérience du passé. C'est la convivialité, la solidarité, le bon sens, l'individu respecté au sein du collectif réinventé. Celles et ceux qui se précipiteront sur le programme des Verts n'y trouveront ni mesures magiques ni révélation christique. C'est ce qui fait à la fois la force et la faiblesse de l'écologie : cela semble si simple que ça ne peut pas marcher. Comment croire que l'on peut sauver le monde avec des vélos, des éoliennes, du papier recyclé et des couches lavables ? Comment croire que la remise en cause de la valeur travail comme unique prisme vital

peut sauver le monde du travail ? Comment croire que l'on puisse vider de son sens le mot « étranger » pour réinventer un monde par la solidarité entre les peuples ?

Pourtant, il n'y a pas si longtemps, personne ne croyait aux droits des femmes, à l'abolition de l'esclavage, de la peine de mort, du travail des enfants. Ces « utopies » se sont réalisées, certaines dans le sang. La force du XXI^e siècle c'est de pouvoir les réaliser dans la paix et la non-violence.

La réalité, et c'est là que les écologistes sont peut-être coupables, c'est que nous n'avons pas su montrer que ce changement est possible de manière progressive et positive. Convaincus mais maladroits, nous n'avons pas toujours su sortir d'un modèle coercitif qui impose et punit pour faire le bien des gens malgré eux. C'est normal, il y avait tant à faire pour contrer le modèle de société qui s'imposait dans un total déni de l'environnement et de l'humain.

Aujourd'hui, alors que toutes nos thèses trouvent leur triste illustration dans l'actualité de la planète, il est temps d'utiliser les résultats de nos réflexions, temps de tendre la main à une société qui s'est trop engagée dans le processus d'omnipotence de la raison économique et qui ne sait plus comment revenir à une vie de solidarité et de respect

Alors à tous ceux qui jusqu'à présent ont laissé aux autres le soin de réduire leur empreinte écologique, à tous ceux qui ont préféré croire que la science trouverait forcément une solution, à tous ceux qui n'ont voulu faire d'efforts que si les voisins en faisaient aussi, je souhaiterais dire que lorsque nous disons qu'un autre monde est possible, ce n'est pas un slogan, ce n'est pas le grand soir vert, c'est à la portée de toutes et tous. A tous ceux-là je souhaiterais dire que le changement n'est possible que s'il est collectif, que s'il est collectif il ne sera pas violent, mais que si personne ne commence il n'aura jamais lieu ! A tous ceux-là je souhaiterais dire que l'écologie n'est pas un programme politique mais un projet de vie mondial pour le XXI^e siècle.

CULTURE

par Corinne RUFET

Depuis 2004 élue au Conseil Régional d'Ile de France, membre de la commission Culture de la région, et ayant la chance de présider un organisme culturel, on me pose souvent la question sur ce qui fait la spécificité des Verts en matière de politiques culturelles. Je me suis rendu compte que nos différences n'étaient pas forcément dans les discours mais bien dans les actes.

J'ai la certitude que l'écologie politique nous conduit à envisager la culture, la pratique artistique et le secteur professionnel de la culture d'une manière différente, ou l'éthique, la liberté de création, la liberté d'expression, la transparence des politiques publiques doivent nous guider dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles.

C'est ce que nous disons en permanence à la commission CultureS des Verts. Pourtant il faut être sincère, nos textes, nos appels, aussi pertinents qu'ils soient, peinent à sortir de notre cénacle, et sont même à peine connus par la plupart des Verts, pour preuve le peu de place consacré à cette thématique lors des dernières campagnes électorales et particulièrement présidentielle.

Pourtant, la dernière action de la commission culture, certes imparfaite au vu de nos faibles moyens, a vu se mobiliser de nouveaux élus municipaux, sur des valeurs simples et qui démontrent notre spécificité (voir www.cultures.lesverts.fr).

Il nous faut donc continuer, petit à petit, à faire connaître notre

vision démocratique, populaire, participative, ouverte, créative et exigeante de la culture.

L'actualité aujourd'hui, c'est la réforme de l'audiovisuel français annoncé par le chef de l'Etat et gentiment ânonnée par la commission Copé. Bien que nos relations avec le monde de l'audiovisuel soit relativement ambiguës, c'est le moment de nous mobiliser et de nous emparer sérieusement du sujet, et particulièrement en régions, où France 3 risque de subir de lourdes pertes en termes de moyens.

Nous sommes pour la suppression de la publicité, la redistribution des moyens sur les chaînes régionales, l'augmentation de la redevance et l'attribution de canaux à des médias associatifs ou coopératifs indépendants.

Nous devons le dire, dans les médias régionaux, dans les festivals de documentaires, dans la presse et les radios locales, car c'est là que nous sommes en mesure de toucher les citoyens. Le danger du futur projet de loi audiovisuel est en effet très sérieux, car il menace de transformer l'audiovisuel public en audiovisuel d'Etat, avec la nomination du président de France Télévision par le Président de la République.

C'est probablement par ce biais là que nous réussirons à faire passer, petit à petit ces fondamentaux de la Culture qui font de nous des écologistes : transparence, éthique, démocratie, diversité.